

Points clés

- ❖ Avec l'IFCS, on dispose d'une structure permettant une bonne coordination des questions liées à la gestion des produits chimiques et des pesticides, et en respectant son programme, on évitera de faire plusieurs fois le même travail.
- ❖ Les Profils nationaux, en évaluant les infrastructures disponibles pour la gestion des produits chimiques, encourageront des approches dirigées par les pays eux-mêmes et non par les bailleurs de fonds.
- ❖ Un programme d'action coordonné à l'échelle internationale permet d'encourager non seulement une meilleure gestion des produits chimiques, mais aussi l'adoption d'alternatives durables.

collecte des données. Dans les pays en développement, ces centres se consacrent essentiellement aux pesticides ; toutefois, de nombreux pays en développement, surtout en Afrique, ne possèdent pas de tels centres.

Inventaires des émissions et des transferts de matières polluantes (IETMP)

Les IETMP contrôlent les libérations de substances chimiques d'intérêt prioritaire dans l'air, dans l'eau et sur terre, et s'assurent que ces informations sont disponibles dans le cadre du droit à l'information des communautés. Ces activités concernent les usines de production, mais on a tenté de les appliquer à l'emploi des pesticides. L'IOMC a créé un groupe de coordination consacré aux IETMP, pour soutenir leur développement.

Introduction de nouvelles questions : substances perturbant le système endocrinien

Les participants à l'IFCS ont fait part de leur inquiétude face aux résultats de travaux scientifiques, selon lesquels certains pesticides peuvent perturber le système endocrinien, en nuisant à la santé des sujets touchés. À la demande de l'IFCS, l'IPCS et l'OCDE sont en train d'étudier la question, en préparant un rapport d'évaluation des travaux scientifiques à l'échelle internationale, un inventaire mondial des recherches en cours, et des directives sur les procédures d'analyse.

Un rôle pour les bailleurs de fonds

Les bailleurs de fonds ont un rôle important à jouer en se tenant au courant des développements au sein du Forum et en finançant certaines activités. Le mécanisme de l'IFCS peut servir à mieux identifier les besoins techniques des pays et à faciliter la création de partenariats répondant à ces besoins.

Contacts

Des informations détaillées sur les programmes sont disponibles auprès des points de contact correspondants. Ces points de contact représentent les principaux organismes des Nations unies travaillant au sein de l'IFCS et de l'IOMC.

Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique. Dr Judy A. Stober, Secrétaire exécutif, Organisation mondiale de la santé, CH-1211 Genève 27, Suisse. Tél.+41 22 791 3650/3581, Fax +41 22 791 4875, e-mail ifcs@who.ch.

Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). M. J.B. Willis, Directeur. Case postale 356, CH-1219 Châtelaine, Suisse. Tél. : +41 22 979 9183, Fax +41 22 797 3460, e-mail jwillis@unep.ch.

Organisation internationale du travail (OIT). Dr J. Takala, Directeur, Branche hygiène et sécurité au travail, 4 route des Morillons, CH-1211 Genève 22, Suisse. Tél.+41 22 799 6715, Fax +44 22 799 6878, e-mail takala@ilo.org.

Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : Dr N.A. Van der Graaff, Directeur, Service de protection des végétaux, Plant Protection Service, Plant Production and Protection Division, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie. Tél. : +39 6 5705 3441, Fax +39 6 5705 6347, e-mail :niek.vandergraaff@fao.org.

Programme interorganisations pour la gestion rationnelle des substances chimiques (IOMC). Secrétariat comme pour l'IFCS.

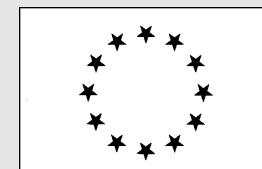
Organisation mondiale de la santé (OMS). Dr W. Kreisler, Directeur exécutif, Avenue Appia, 20, CH-1211 Genève 27, Suisse, Tél.+42 22 791 3582, Fax +41 22 791 4849, e-mail kreiselw@who.ch.

Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUUDI). Dr Z.Csizer, Directeur, Branche industries chimiques, Wagramer Str. 5, A-1220 Vienne, Autriche. Tél.+431 211 31 38 59, Fax +431 211 31 6819, e-mail zcsizer@unido.org.

Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR). M.A.Halpaap, Responsable de la coordination des programmes, Programme de formation sur la gestion des produits chimiques et des déchets, Palais des Nations, Bureau 1070, CH-1211 Genève 10, Suisse. Tél.+41 22 798 8400, 798 8400, Fax +41 22 733 1383, e-mail achim.halpaap@unitar.org.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Dr R.Visser, Directeur, Division hygiène et santé environnementales, Direction environnement, 2 rue André Pascal, F-75775 Paris Cedex 16, France, Tél.+33 1 45 24 93 15, Fax +33 1 45 24 16 75, e-mail robert.visser@oecd.org.

LA LUTTE RAISONNÉE NOTE No.6



Initiatives internationales dans le domaine des produits chimiques

Un briefing pour le projet de lutte intégrée dans les pays en développement, financé par le budget « Environnement dans les pays en développement » de la Commission européenne (DG Développement).

Depuis la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED) qui s'est tenue en 1992 à Rio de Janeiro, une initiative internationale de grande envergure a été mise en place en vue d'améliorer la gestion des produits chimiques et des pesticides. Le rôle et le contexte de cette initiative sont présentés dans ce briefing.

Inquiétudes suscitées par les produits chimiques

Les produits chimiques font maintenant partie intégrante de la structure de notre société, aux plans social et économique. Néanmoins, de nombreux produits chimiques ont des propriétés dangereuses, et il reste encore beaucoup à faire pour garantir la limitation des effets de leur utilisation sur la santé, la sécurité et l'environnement.

Une initiative cadre

Lors d'une réunion préparatoire organisée à Londres en vue de la CNUED, on a recommandé l'établissement d'un organisme intergouvernemental pour traiter les problèmes résultant de l'emploi généralisé des produits chimiques toxiques. Le problème est particulièrement pressant dans les pays en développement ; en effet, l'infrastructure et la capacité dont ces pays disposent pour l'évaluation et la gestion des produits chimiques sont faibles, et ils ne possèdent pas assez d'informations scientifiques pour évaluer les risques. Agenda 21 a approuvé la recommandation, et a demandé aux dirigeants de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du Programme des Nations unies pour l'environnement et de l'Organisation internationale du travail (OIT) de convoquer une réunion internationale en vue d'établir un Forum. Le Forum réunirait des représentants des gouvernements nationaux responsables de la gestion des produits chimiques, ainsi que des organisations non gouvernementales (industrie, organisations d'intérêt public, travail, science) et des organisations intergouvernementales.

Un nouvel organisme, pour quoi faire ?

De nombreux organismes des Nations unies s'intéressent aux produits chimiques, mais une entité distincte et indépendante pouvait offrir un mécanisme direct aux gouvernements, en évitant à ceux-ci de passer par les organes directeurs de grandes organisations internationales, pour lesquelles la

sécurité chimique n'est qu'une question parmi tant d'autres. Deuxièmement, cette solution permettait une meilleure coordination, aussi bien au sein des pays que par les organismes internationaux.

Création du Forum

C'est ainsi que le Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique (dénommé IFCS, ou le Forum) a été créé ; il s'agit d'un « arrangement non institutionnel, aux termes duquel les représentants des gouvernements se réunissent avec des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, afin d'intégrer et de regrouper les activités nationales et internationales visant à promouvoir la sécurité chimique ». Résultat ? Un programme de travail dynamique, par lequel on assure le développement de normes plus strictes pour la gestion des produits chimiques, une meilleure coordination entre les activités des Nations unies et d'autres organismes clés concernant la gestion des produits chimiques, et la création d'un processus de renforcement des capacités à gérer les produits chimiques par des méthodes respectueuses de l'environnement dans les pays en développement.

Le FORUM à l'œuvre

Le FORUM a été créé officiellement par une Conférence internationale sur la sécurité chimique qui s'est tenue à Stockholm en 1994. Il se réunit tous les trois ans (1997, 2000). Entre ces réunions, un Groupe intersessions (ISG) – constitué de responsables du Forum et de 26 participants gouvernementaux au maximum – se réunit pour s'acquitter de ses tâches. L'ISG peut faire des recommandations au Forum, étudier des problèmes particuliers, et offrir des conseils sur la mise en œuvre des stratégies et



Étiquettes d'avertissement des Nations unies fréquemment utilisées pour les pesticides.



Initiatives internationales dans le domaine des produits chimiques, Note N° 6, novembre 1998. Ce briefing fait partie d'une série préparée par PAN UK, qui est responsable de son contenu, en tant que consultant auprès de la DG Développement de la CE. PAN UK est une œuvre de bienfaisance indépendante qui cherche, par son travail, à atténuer les problèmes liés aux pesticides dans les pays en développement. PAN UK publie un bulletin trimestriel, Pesticides News, qui fait régulièrement le point sur la situation quant aux pesticides et à la lutte intégrée.

Contactez Mark Davis ou Barbara Dinham :
Pesticides Action Network UK
Eurolink Centre, 49 Effra Road, Londres SW2 1BZ, Royaume-Uni
Tél. : +44 (0)207 274 8895 Fax : +44 (0)207 274 9084
e-mail : admin@pan-uk.org
Site Web : www.pan-uk.org

“La situation est similaire dans la plupart des pays voisins, et les produits chimiques circulent au-delà des frontières. En travaillant ensemble, nous pouvons échanger notre expérience et éviter de faire plusieurs fois le même travail.”

Rapport intérimaire pour l'établissement du Profil national, Tanzanie.

programmes. Le Forum crée aussi des Groupes de travail ad hoc qui se voient confier des tâches bien précises.

Représentation

Un principe important a été établi lors des réunions de l'IFCS : l'engagement à faire bénéficier les organisations non gouvernementales (industrie, organisations

d'intérêt public, travail et science) d'un accès identique ; ces organisations peuvent exprimer librement leurs opinions durant les réunions, et ajouter des points à l'ordre du jour. Elles ne jouissent cependant pas du droit de vote. L'objectif est de parvenir, dans ces groupes, à un consensus sur les stratégies à adopter pour assurer la sécurité chimique mondiale.

Contacts nationaux

Les points de contact nationaux forment la base de l'organisation IFCS et constituent un canal d'information. Les points de contact fournissent au Forum des informations et des rapports d'étape sur les priorités nationales.

Développement d'un programme

Lors de sa première réunion, le Forum a fixé certaines priorités d'action, qui forment les six volets identifiés dans Agenda 21, à savoir :

- Élargissement et accélération de l'évaluation internationale des risques chimiques.
- Harmonisation de la classification et de l'étiquetage des produits chimiques.
- Échange d'informations sur les produits chimiques toxiques et sur les risques chimiques.
- Établissement de programmes de réduction des risques.
- Renforcement des aptitudes et capacités nationales de gestion des produits chimiques.
- Prévention du commerce illégal des produits toxiques et dangereux à l'échelle internationale.

Ce briefing traite des volets qui concernent tout particulièrement la gestion des pesticides.

Une meilleure coordination internationale

La coordination de la gestion des produits chimiques au sein du système des Nations unies a été améliorée, par la mise sur pied d'un mécanisme de coordination des travaux sur ce thème. C'est le « Programme interorganisations pour la gestion rationnelle des produits chimiques » (IOMC). Les organisations qui y participent sont le PNUE, l'OIT, la FAO, l'OMS, l'ONUDI, l'UNITAR et l'OCDE. Le Secrétariat de l'IOMC se trouve dans les locaux de l'OMS. Une des tâches les plus importantes du Programme est la publication, deux fois par an, d'un calendrier et d'informations sur les réunions et événements prévus par les organisations participantes, dans le domaine de la sécurité chimique relativement aux programmes du Forum.

Établissement des priorités nationales

Au début du processus, les pays ont accepté de dresser chacun un Profil national – une évaluation de l'infrastructure disponible pour la gestion des produits chimiques. Un Document d'orientation de

l'UNITAR aide les gouvernements à préparer ce Profil, en soulignant deux éléments importants de celui-ci. Premièrement, ce travail nécessite une approche participative, pour laquelle il faut consulter un large éventail d'intéressés dans les secteurs suivants : gouvernement, milieu universitaire et recherche, industrie et groupes d'intérêt public. Deuxièmement, les informations essentielles à faire figurer dans le Profil : contraintes géographiques et infrastructurelles, production, importation, exportation et utilisation des produits chimiques, identification des problèmes prioritaires, mesures légales et mesures non réglementaires pour la gestion des produits chimiques, les principaux ministères, organismes et établissements chargés de la gestion des produits chimiques, et les activités en rapport dans l'industrie, les groupes d'intérêt public et le secteur de la recherche.

De nombreux Profils nationaux ont été préparés ; ils constituent une source d'informations précieuse sur les stratégies de gestion des produits chimiques et sur les activités de renforcement des capacités en ce sens. Ils permettent aux pays d'identifier les priorités parmi les contraintes institutionnelles, les lacunes dans les informations, et la nécessité de sensibilisation. Ils ont aussi comme avantage tangible la mise en place d'une approche contrôlée par les pays eux-mêmes – et non par les bailleurs de fonds. La Commission européenne (DGXI et DG Développement) a travaillé en collaboration avec l'UNITAR pour aider plusieurs pays à préparer leurs Profils nationaux respectifs.

Réseau informel de renforcement des capacités

Le « Programme pilote UNITAR/IOMC visant à aider les pays à mettre en place des programmes d'action nationaux pour la gestion intégrée des substances chimiques » a établi un réseau pour encourager le partage des informations, le jumelage, et la création de partenariats impliquant des gouvernements, des organismes spécialisés, la recherche, l'industrie, des ONG et d'autres organisations, pour aider les gouvernements à mettre en place des mesures répondant aux besoins identifiés. Des programmes sont en cours en Argentine, au Ghana, en Indonésie et en Slovaquie.

Polluants organiques persistants (POP)

Des négociations sont en cours pour la création d'un instrument juridiquement contraignant visant les POP. Ces produits chimiques sont hautement rémanents dans l'environnement. Sur les 12 POP identifiés, neuf sont des pesticides : DDT, aldrine, dieldrine, endrine, hexachlorobenzène, heptachlore, chlordan, mirex et toxaphène.

Le Groupe de travail ad hoc de l'IFCS sur les POP a largement contribué à la préparation des négociations. Ce soutien pourra se poursuivre, notamment pour la collecte des informations sur les priorités nationales et régionales et sur les questions à traiter lors des négociations dans le cadre de la Convention POP.

FAO – Programmes pour la mise en œuvre de bonnes pratiques

En tant que participante à l'IFCS où elle est largement responsable des pesticides, la FAO rend des comptes au FORUM sur ses activités de renforcement des capacités de gestion des pesticides. La FAO dirige depuis 1959 un programme actif sur les pesticides ; ce programme suit maintenant les directives établies par le Code

Une programme d'action national au Ghana

Le Ghana participe au Programme pilote UNITAR/IOMC de renforcement des capacités. L'Environmental Protection Agency est le coordinateur national, et le projet bénéficie du soutien de tous les ministères concernés, des ONG, de l'industrie et d'organismes spécialisés. La réunion de mai 1997 a rassemblé 45 participants provenant d'organisations intéressées gouvernementales et non gouvernementales, de la FAO, de l'ONUDI et de l'UNITAR. Un Atelier national d'établissement des priorités organisé en août 1997 a lui aussi réuni un large éventail de participants ; on y a identifié des domaines prioritaires pour les Groupes de travail techniques :

Un Groupe de travail technique sur l'éducation et la sensibilisation. Rôle : développer, pour les produits chimiques et les pesticides, une stratégie comprenant une formation des formateurs.

Un Groupe de travail technique sur l'infrastructure technique et juridique. Rôle : étudier l'infrastructure juridique et les installations de laboratoire en place pour assurer une gestion rationnelle des produits chimiques.

Un Groupe de travail technique sur la collecte et la gestion des données. Rôle : mettre sur pied un système d'information pour la gestion des produits chimiques, et améliorer le suivi de la circulation et de l'emploi des pesticides.



La gestion des produits chimiques au Ghana signifie une distribution plus sûre des pesticides.

Une Équipe de coordination nationale représentative est en cours de constitution.

« De nombreux signes indiquent que quand il sera terminé, le Profil national sera agréé par toutes les parties en tant que document de référence nationale, et qu'on s'engagera à se fonder sur ce document pour l'adoption progressive de politiques nationales intégrées, en vue d'une gestion rationnelle des produits chimiques. »

Rapport intérimaire pour l'établissement du Profil national.

international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de 1985. L'objectif est d'encourager et d'aider le développement de pratiques acceptables de gestion des pesticides, dans le cadre des principes de la lutte intégrée (IPM).

LA FAO dirige un vaste programme d'assistance technique. Les projets couvrent la formation en vue d'améliorer la gestion, le renforcement ou l'établissement de programmes d'enregistrement et de contrôle des pesticides, et les laboratoires et infrastructures connexes. Cette assistance permet aux pays en développement d'évaluer les dangers et les risques pour la santé et l'environnement, et augmente leur capacité à détecter, à surveiller et à contrôler les importations ou le commerce illégaux de pesticides interdits, réglementés ou non enregistrés.

Élimination des pesticides obsolètes

Ensemble, le Forum et les négociations sur les POP ont rehaussé la sensibilisation au problème insoluble des stocks de pesticides obsolètes dans les pays en développement et dans des pays d'Europe orientale. D'après les estimations, ces stocks se monteraient à plus de 200 000 tonnes en tout. Il s'agit souvent de pesticides hautement rémanents, conservés dans de mauvaises conditions de sécurité – conteneurs et

endroits mal adaptés (voir Note N° 3).

Réduction de l'emploi des pesticides

L'OCDE accueille à l'intention de ses États membres le Forum sur les pesticides, dont les activités portent essentiellement sur la réglementation des

pesticides et sur la réduction des risques liés aux pesticides. Dans les pays en développement, la mise en œuvre du programme IPM de la FAO dans les rizières d'Asie du sud et du sud-est, ainsi que dans d'autres régions, a permis de réduire significativement les quantités de pesticides utilisées par les agriculteurs, sans entraîner de diminution des rendements. Les approches IPM montrent combien il est important d'offrir des solutions capables de remplacer les produits chimiques dangereux, sans se limiter à la gestion des risques.

Progrès réalisés par l'intermédiaire du Forum

Les questions dont l'avancement et la coordination sont assurés par l'intermédiaire du Forum sont souvent dirigées par un des organismes participant au Forum. Nous vous présentons ci-dessous quelques développements concernant tout particulièrement les pesticides :

Harmonisation de la classification et de l'étiquetage

Cette activité est dirigée par l'OCDE. Son objectif est de mettre en place une classification des risques harmonisée à l'échelle mondiale et un système d'étiquetage des produits chimiques permettant d'établir des comparaisons mondiales ; les fiches techniques de sécurité des produits sont visées par ce processus, qui implique aussi l'emploi de symboles faciles à comprendre, d'ici à l'an 2000. Comme il existe plusieurs systèmes mondiaux, des problèmes tenaces s'opposent à l'harmonisation. Il faut traiter en priorité les problèmes qui se situent au niveau des pays en développement, comme l'utilisation d'emballages adaptés à l'utilisateur final et d'étiquettes rédigées dans les langues locales.

Centres de contrôle des substances toxiques

Un projet du Programme international relatif à la sécurité des produits chimiques (IPCS) soutient le développement de centres nationaux de contrôle des substances toxiques et l'harmonisation de la

“Le Profil national permettra d'informer et d'éduquer le public . . . et de mettre sur pied un système de réponse d'urgence en cas d'intoxication.”

Rapport intérimaire pour l'établissement du Profil national, Bénin.